

> Guichet unique du spectacle occasionnel (Guso) : Champ d'application du Guso

Sous-section 2 : Conditions de mise en oeuvre.

L. 7122-23

LOI n°2016-1917 du 29 décembre 2016 - art. 60 (VD) - Conseil Constit. 2016-744 DC

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les groupements et les personnes mentionnés à l'article **L. 7122-22** procèdent auprès d'un organisme habilité par l'Etat à la déclaration de la retenue à la source prévue à l'article **204 A** du code général des impôts et aux déclarations obligatoires liées à l'embauche et à l'emploi sous contrat de travail à durée déterminée :

1° Des artistes du spectacle mentionnés à l'article **L. 7121-2** ;

2° Des ouvriers et des techniciens concourant au spectacle, engagés pour pourvoir l'un des emplois figurant sur une liste déterminée par décret en Conseil d'Etat.

[service-public.fr](#)

> Guichet unique du spectacle occasionnel (Guso) : Conditions de mise en oeuvre

L. 7122-24

Ordonnance 2023-171 du 9 mars 2023 - art. 19 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'employeur, qui remet au salarié et qui adresse à l'organisme habilité par l'Etat les éléments de la déclaration prévue à l'article **L. 7122-23** qui leur sont respectivement destinés, est réputé satisfaire aux obligations relatives :

1° A la déclaration préalable à l'embauche, prévue par l'article **L. 1221-10** ;

2° A la remise du certificat de travail, prévue par l'article **L. 1234-19** ;

3° A l'établissement, au contenu et à la transmission du contrat de travail à durée déterminée, prévus par les articles **L. 1242-12** et **L. 1242-13** ainsi qu'à l'information du salarié prévue à l'article **L. 1221-5-1** ;

4° A l'affiliation à la caisse de congés payés, prévue par l'article **L. 3141-32** ;

5° Aux déclarations prévues aux articles **87** et **87-0 A** du code général des impôts.

L. 7122-25

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Par dérogation aux dispositions de l'article **L. 7122-24**, les parties conservent la faculté d'établir le contrat de travail sur un autre document que celui prévu par ce même article.

L. 7122-26

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'organisme habilité par l'Etat délivre au salarié une attestation mensuelle d'emploi qui se substitue à la remise du bulletin de paie prévue par l'article **L. 3243-2**.

[service-public.fr](#)